



Communiqué de presse

Blouses blanches et robes noires s'unissent pour la défense de nos services publics

Le quinquennat qui débute ne peut pas être dans la continuité du précédent : l'hôpital public et la justice sont à genoux, comme d'autres services publics, ce qui remet gravement en cause notre pacte social. Ces dysfonctionnements, dénoncés par les professionnels depuis plusieurs années, entraînent des conséquences inadmissibles pour les habitants de notre pays. L'accès égalitaire à la justice et à des soins de qualité est remis en cause et n'est plus garanti par nos institutions.

Depuis des années, les services publics sont délaissés et sous-financés, conduisant aujourd'hui leurs acteurs à devoir faire face à l'impossibilité de remplir leurs missions ainsi qu'au sentiment d'une perte de sens de leur travail. Pourtant, les évolutions que connaissent, entre autres, les services publics de la santé et de la justice, guidées par la maîtrise des coûts et se traduisant notamment par la fermeture de lits d'hôpitaux et de lieux de justice, résultent bien de choix politiques. Mais ces choix ne sont pas le fruit d'un débat démocratique, ils ne résultent pas d'un choix des citoyens.

Nombre d'institutions et de services de l'Etat présentent depuis des années ces choix politiques comme des orientations techniques inéluctables. Ce faisant, ils contribuent à les dépolitiser et donc à les éloigner du débat public.

Nous souhaitons aujourd'hui interpeller la Cour des comptes. Alors que sa mission est de s'assurer du bon emploi de l'argent public, d'en informer les citoyens et d'assister le Parlement et le Gouvernement dans l'évaluation des politiques publiques, les recommandations qu'elle formule sont trop souvent à l'origine, ou a minima mises au service de politiques de restrictions budgétaires, au point que cette institution est devenue une pièce maîtresse de la vision gestionnaire de nos services publics.

Lorsque la Cour des comptes ne s'intéresse qu'aux dépenses de l'hôpital public mais jamais aux recettes qui permettraient d'augmenter son financement, c'est un choix politique ; lorsqu'elle s'intéresse à la « rentabilité » du service public hospitalier et non à la qualité du service rendu à la population, c'est un choix politique ; lorsque la Cour des comptes présente comme inéluctable la suppression de certaines cours d'appel en réponse aux difficultés rencontrées par la justice, alors que plus de 300 juridictions de premier ressort ont déjà été supprimées en 2008 sans aucune conséquence relevée sur l'amélioration de la qualité de la justice et le service rendu aux justiciables, cela prépare un choix politique ; lorsqu'elle recommande de restreindre les possibilités d'appel des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, c'est un choix politique.

Nous, robes noires et blouses blanches, sommes inquiètes de la dégradation des conditions d'exercice de nos missions de service public, scandalisées par la dégradation de l'accès de toutes et

tous à un système public de santé et à une justice de qualité et indignées par le manque de débat démocratique sur ces sujets qui nourrit la colère de nos concitoyens.

Nous alertons les magistrats de la Cour des comptes au regard de leur mission d'information des citoyens, et appelons à ce que l'analyse produite des politiques publiques qui se veut neutre et technique ne conduise plus à légitimer des choix politiques éloignés des attentes des citoyens mais redonne du sens au débat démocratique.

*

Les robes noires et les blouses blanches vont réveiller la Cour des comptes : raffut le vendredi 10 juin à 7h45 au coin de la rue Cambon et de la rue Saint Honoré. Un point presse aura lieu vers 8 heures.